

ÉLECTION EUROPÉENNE DU 26 MAI 2019

QU'EST CE
QU'ON ATTEND
POUR
GARANTIR
LES DROITS
DES FEMMES ?

LISTE EUROPE ÉCOLOGIE MENÉE PAR YANNICK JADOT

pourleclimat.eu - [@votezclimat](https://twitter.com/votezclimat) f t i in





PRÉAMBULE

La planète brûle et L'Europe se meurt. Voilà pourquoi les élections européennes à venir ne seront pas des élections comme les autres. Nous avons le choix entre le sursaut ou la catastrophe, entre la solidarité ou la montée de la haine, entre l'invention d'une nouvelle manière de vivre ensemble ou la continuation des égoïsmes qui nous conduisent vers l'abîme, entre l'écologie ou la barbarie. L'histoire est en marche. Nous sommes convaincu.e.s qu'elle n'appartient pas à des élites dépassées, ridiculement conservatrices et dangereusement obsédées par le pouvoir de l'argent.

La question cardinale est celle de la dégradation du climat, puisqu'elle menace notre survie elle-même. Qu'attendent les dirigeants européens pour prendre à bras le corps le problème le plus urgent de notre temps ? En France, la démission du ministre de l'environnement Nicolas Hulot a résonné comme un coup de tonnerre, et la leçon à en tirer est simple : il n'est plus temps d'attendre ou de prendre des demi-mesures. Pourtant, tout se passe comme si de rien n'était. Emmanuel Macron fait des grands discours teintés de vert, mais la politique qu'il conduit ne suit pas. Rien de ce qu'il engage n'est à la hauteur de la crise écologique que nous vivons, alors même que la France pourrait être à la tête des nations qui font de l'écologie une priorité. Entre la voix des lobbies et le choix de l'écologie, il faut trancher : on ne peut pas en même temps détruire la planète et la sauver. Nous sommes donc vigilant.e.s, mobilisé.e.s et

déterminé.e.s à tout faire pour qu'en France les choses changent. Les marches pour le climat et les mobilisations lycéennes à travers l'Europe et le monde montrent que la prise de conscience progresse. Une nouvelle génération réclame son droit à exister dans un monde vivable. Comment ne pas entendre son appel ? La génération climat qui se met en mouvement est celle qui sauvegardera l'avenir. Notre combat est planétaire. Il ne connaît pas de frontières et nécessite d'agir à tous les échelons, de la plus petite commune jusqu'au niveau international. Chacun.e doit prendre sa part.

Nous, écologistes nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'attendent plus des discours mais des actes pour réorienter la marche du monde, Nous, écologistes, nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'espèrent plus d'une démocratie représentative moribonde, mais souhaitent faire irruption dans le débat public et la prise de décision dans les choix qui les concernent. C'est un défi incroyable que nous avons à relever. Il demande de la lucidité, de l'imagination et du courage. Le système, la politique, nos vies : tout doit changer.

Le chantier est immense. Nous n'y arriverons qu'ensemble.

SOMMAIRE

Introduction

- 1. Une Europe pour tou.tes !**
- 2. L'écologie qui agit**
- 3. Pour une Europe féministe**

Une Europe de l'Égalité

Rendre aux femmes leur corps

**Éradiquer les violences
sexuelles et sexistes**

Conclusion

INTRODUCTION

#MeToo, #BalanceTonPorc... Ces affaires ont (enfin) mis en lumière l'ampleur des violences sexistes et sexuelles en Europe et dans le monde. La voix des femmes ne se libère pas, car elles ont toujours parlé : c'est l'écoute et la compréhension qui commencent enfin à éclore dans la société. Pourtant, la réaction politique n'est pas à la hauteur et les violences sont encore largement banalisées par les comportements quotidiens, les institutions policières, judiciaires et médicales, ainsi que par une partie des médias et de l'opinion publique.

Les violences sexistes et sexuelles s'exercent partout. Elles sont le moyen par lequel s'exerce la domination sur les femmes dans nos sociétés qui restent profondément patriarcales. Les violences s'exercent d'autant plus durement dans un contexte d'inégalités économiques accrues entre les femmes et les hommes, auxquelles s'ajoutent les violences racistes, de genre, etc.

Aucune société d'égalité ne peut émerger sans une lutte constante contre les violences sexistes et sexuelles. La lutte contre les violences et pour l'égalité demande une volonté et un courage politique de tous les instants, des moyens humains et financiers et des sanctions contre les agresseurs.

Comment peut-on prétendre renforcer la démocratie en Europe sans garantir les droits de la moitié de sa population ? C'est un combat de longue haleine, qui doit être mené au sein de l'Union et au bénéfice de toutes les Européennes. Si les différences entre

pays de l'Union peuvent être importantes, chaque pays doit commencer par inspecter sa propre situation. Les événements démontrent qu'il **reste encore beaucoup à faire**, partout, et y compris en France : **c'est une politique publique globale qu'il nous faut pour éradiquer les violences contre les femmes et construire enfin une société d'égalité pour toutes et tous.**

Le combat est d'ampleur : il concerne l'accès à l'éducation, le niveau de pauvreté, l'inégalité des salaires, les violences physiques et verbales ou encore les discriminations. Mais surtout, pour les écologistes, **ce combat est culturel.** Le besoin n'est pas tant de faire évoluer les lois que de les faire appliquer : **ce sont les mentalités et les comportements qu'il faut changer.**

Notre combat doit permettre à chaque femme de **s'approprier l'espace public** comme bon lui semble, à égalité avec les hommes. Il doit **mettre fin à la diffusion d'une image dégradante** de la femme dans les publicités, dans les médias ou en ligne et surtout faire évoluer les comportements des hommes. Car faire cesser les violences faites aux femmes et les inégalités, ça n'est pas seulement donner des droits aux victimes, c'est aussi **prévenir les comportements violents ou stigmatisants, quels qu'ils soient.**

Ensemble, nous pouvons faire de l'Europe un espace de liberté pour toutes les femmes, qui garantisse leurs droits et permette l'épanouissement de tous.te.s !

1

UNE EUROPE POUR TOU.TE.S !

LES FEMMES
RESTENT SOUS-REPRÉSENTÉES
DANS LES INSTITUTIONS
EUROPÉENNES

64%
D'HOMMES
POUR

36%
DE FEMMES

— AU PARLEMENT EUROPÉEN

19
HOMMES

9 FEMMES

COMMISSAIRES EUROPÉEN.NES

POUR

Sources :
Les femmes au parlement européen (2018)
Commission européenne

L'Europe que nous voulons est celle des **droits et libertés pour toutes et tous**. Accès aux droits, présence dans l'espace public, violences sexuelles et sexistes, égalité des rémunérations et dans les carrières, liberté de disposer de son corps : l'Europe a encore beaucoup à faire pour **garantir l'égalité des droits** entre les femmes et les hommes et pour que ceux-ci soient respectés dans tous les pays.

Ce combat commence par le monde de la politique, et notamment les institutions européennes où les femmes sont sous-représentées. L'égalité, nombre de partis en parlent, mais combien agissent réellement ? Les écologistes présentent à chaque élection des listes paritaires et font siéger des groupes qui respectent cette parité alors que la plupart des partis préfèrent payer les sanctions financières plutôt que de faire élire des femmes. Aux politiques de donner l'exemple !

Il reste beaucoup à faire pour garantir les droits de tous.tes dans l'Union. Cette garantie des droits doit être totale, entre les pays de l'Union mais aussi à l'intérieur même des pays où **persistent les inégalités**, non seulement entre hommes et femmes, mais aussi **entre femmes : inégalités sociales et de revenus ou en raison de leur origine**. Aucune de ces oppressions ne saurait persister sur un continent qui se dit progressiste et prétend défendre les libertés. S'attaquer aux violences sexistes et sexuelles, ce n'est pas seulement le combat des femmes : c'est prendre collectivement conscience des nombreuses oppressions et discriminations qui se surajoutent et apprendre ensemble à lutter contre elles pour que toute la société s'en trouve améliorée. **Nous sommes toutes et tous concernés.**

Les élections européennes, dans la continuité du mouvement #Metoo et de l'élan de libération de la parole des femmes, doivent offrir un débouché politique à ces revendications pour **que chacun.e ait accès à la place qu'il.elle mérite.**

2

L'ÉCOLOGIE QUI AGIT

Les écologistes, pour qui la parité et l'égalité des droits sont des éléments incontournables du combat politique, ont obtenu plusieurs avancées lors de leurs derniers mandats européens.

Parce que **l'Union européenne doit être exemplaire**, les écologistes ont fait adopter des plans de **tolérance zéro pour combattre le harcèlement sexuel** dans les institutions. Une résolution du Parlement européen a donc été votée à leur initiative pour lutter contre les harcèlements. Les écologistes ont **soutenu la directive européenne sur l'équilibre entre vie privée et vie familiale des parents et des aidant.e.s**. Les femmes sont en effet les premières concernées par la prise en charge de personnes dépendantes, la maternité et la gestion des enfants. Ce texte, auquel le gouvernement français s'est opposé, prévoyait des droits d'absence pour les aidant.e.s et une meilleure rémunération des congés parentaux.

Membres du collectif « Avortement libre en Europe : Les Femmes décident », les écologistes s'engagent à tous les niveaux en faveur du droit à l'avortement et de son accès effectif. Le groupe des écologistes au Parlement européen a **soutenu les Polonaises dans leur lutte contre la loi qui cherchait à limiter l'accès à l'avortement**. Nous avons travaillé avec des militantes polonaises sur le terrain, nous leur avons ouvert les portes du Parlement européen et avons alerté les médias européens sur cette restriction des droits. Les femmes polonaises ont finalement obtenu gain de cause !

Plus globalement, **les écologistes prônent et pratiquent la parité**, même quand elle n'est pas de mise : co-présidence paritaire du groupe des élu.e.s Verts au Parlement Européen, co-présidence du groupe à l'Assemblée Nationale, listes paritaires dans leur composition et dans leurs têtes de listes, application de la parité électorale et pas seulement des listes pour assurer la composition de groupes où femmes et hommes siègent à égalité, etc. Ce combat est un combat ancien, ancré dans l'ADN des écologistes et nous ne céderons rien dans les combats à venir.

3

POUR UNE EUROPE FÉMINISTE

Au rythme actuel de progression de l'égalité femmes-hommes en Europe, il faudra encore 70 ans pour parvenir à un salaire égal, 40 ans jusqu'à ce que le travail domestique soit partagé équitablement et 20 ans pour parvenir à une représentation égale en politique. **Il est inconcevable d'attendre aussi longtemps.**

Les débats sur la démocratisation de l'Europe et de son fonctionnement rappellent que l'Union doit être au service de ses citoyens. Elle doit aussi être **au service de ses citoyennes**. Égalité des salaires et des droits, respect du corps, vie dans l'espace public, lutte contre les préjugés, lutte contre toutes les formes d'oppression ... Les écologistes veulent **construire une Europe qui garantira les droits de millions d'Européennes**.

L'Union doit non seulement **protéger ce qui a déjà été construit** et acquis de longue lutte, mais aussi **continuer à faire avancer la cause et les droits** des femmes face à la montée des conservatismes qui les mettent chaque jour un peu plus en danger. Les obstacles sont nombreux et le chemin qui reste à parcourir est long. Face à ceux et celles qui pensent savoir mieux que les concernées les difficultés qu'elles rencontrent au quotidien et ce qu'il conviendrait qu'elles fassent, les écologistes portent le combat pour les droits des femmes dans les institutions européennes, comme ils l'ont toujours fait.

Alors que l'opinion a pris conscience de l'importance des harcèlements et violences faites aux femmes à la suite du mouvement #Metoo, il faut maintenant **traduire en actions concrètes** cet élan. La lutte contre les violences fondées sur le genre doit être l'une des principales dynamiques pour parvenir à une véritable égalité entre les sexes.

**L'UNION EUROPÉENNE
DOIT AUSSI ÊTRE
AU SERVICE DE SES
CITOYENNES.**

EXIGEONS UNE EUROPE DE L'ÉGALITÉ



**EN 2016, L'ÉCART DE RÉMUNÉRATION
ENTRE LES EUROPÉENNES ET LES
EUROPÉENS ÉTAIT D'ENVIRON 16%.
POUR CHAQUE EURO GAGNÉ PAR UN
HOMME, UNE FEMME NE GAGNAIT QUE
84 CENTIMES.**

En dépit d'énormes progrès en matière d'égalité au cours des dernières décennies, les femmes sont toujours victimes de discrimination à différents niveaux dans le cadre du travail. Elles en sont la cible d'abord et avant tout, et ce malgré le principe de d'égalité de rémunération.

Pour un travail de valeur égale, **les femmes continuent de gagner moins que les hommes**. En 2018, l'écart de rémunération moyen a été estimé à 16% en Europe, avec des pics à 33% dans certains pays. En France, alors que les femmes sont en moyenne plus diplômées, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes s'élève aussi à 16%. La réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est une priorité.

Contrats précaires et temps partiels subis par les femmes sont le signe supplémentaire d'une discrimination fondée sur le sexe. Lorsqu'elles ont des enfants, le taux d'emploi des femmes diminue même de 12% alors qu'il augmente pour les hommes avec enfants. Ces inégalités de travail ont un impact durable sur la vie professionnelle des femmes : elles accumulent moins de droits pour leur retraite et pour les autres prestations sociales.

Les femmes sont aussi sous-représentées dans les emplois à responsabilités, qu'ils soient politiques, économiques ou scientifiques et techniques. La transition écologique de la société ne pourra pleinement se faire que lorsque les femmes accéderont aux mêmes responsabilités que les hommes, y compris dans les emplois de la transition et dans le secteur de l'industrie verte.

Dans un contexte de fortes inégalités au travail et d'une répartition inégalitaire des tâches domestiques, les congés d'accueil de l'enfant sont un élément clé d'une politique d'égalité. L'organisation de l'accueil des enfants de moins de trois ans permettant de faciliter le retour des femmes au travail, il est nécessaire de mettre en place une politique spécifique au niveau européen.

POUR UNE EUROPE SANS DISCRIMINATION AU TRAVAIL, NOUS PROPOSONS DE :

- **Assurer l'égalité salariale**, en instaurant la transparence sur les inégalités de salaires au sein des entreprises et la fixation de trajectoires contraignantes visant à résorber tous les écarts de salaire à travail égal à horizon 2030.
- **Répartir les congés parentaux et indemniser les congés de naissance** pour les deux parents, d'un montant similaire aux congés maladie. Ceux-ci comprendront un congé prénatal et post-natal pour la mère et seront comptabilisés dans le calcul des droits à la retraite. Les congés parentaux seront étendus.
- **Etablir un minimum de 40 % de chaque sexe au sein des conseils d'administration** des entreprises cotées en bourse, sur le modèle norvégien.
- **Instaurer des mesures d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée dans les entreprises**, afin de stimuler l'emploi des femmes et lutter contre la pauvreté dans les familles monoparentales.
- **Assurer la sécurité au travail**. Les employeurs privés et publics devront former et sensibiliser leurs cadres sur le harcèlement sexuel et mettre place des comités de soutien aux victimes.

POUR UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA PETITE ENFANCE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Appliquer le Socle européen des droits sociaux** : adopté en 2017, il constitue le cadre d'une véritable politique sociale dans l'Union. La première étape doit être une harmonisation par le haut des dispositifs existant en Europe en matière de congés parentaux.

- **Garantir l'accueil des jeunes enfants** à travers l'Union par des modes de garde collectifs. Cette mesure permettra aux femmes ayant des enfants de conserver leur emploi et instaurera une égalité entre les enfants de tous les milieux sociaux.
- **Adopter une directive rendant obligatoire une indemnisation minimale des congés d'accueil de l'enfant**, au même niveau que les congés maladie, rendant obligatoire le congé paternité et imposant un congé parental réellement partagé entre les deux parents.

POUR L'ÉGALITÉ DANS LA REPRÉSENTATION POLITIQUE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Imposer la parité en politique**. Le Parlement européen doit être paritaire dans sa représentation des citoyens et citoyennes européens. Dans l'ensemble des pays européens, les parlements nationaux doivent viser la parité effective.
- **Assurer le respect des droits au travail**, avec des formations obligatoires à destination des député.e-s européens et des parlements nationaux, ainsi que des personnels des administrations, sur le harcèlement sexuel et la mise en place de comités indépendants en capacité d'appuyer les victimes.

DÉFENDONS LE DROIT À L'AVORTEMENT ET LE RESPECT DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS



**#TOGETHERFORYES
EN IRLANDE, LA
PREUVE QUE TOUT
PEUT CHANGER**

Savita Hallapanavar est décédée en octobre 2012 en Irlande. L'équipe médicale qui l'avait reçue avait refusé de pratiquer une IVG après la fausse couche que la jeune femme venait de faire à 17 semaines de grossesse. Son décès avait suscité une mobilisation mondiale en faveur de la dépénalisation de l'avortement dans le pays.

Quelques années plus tard, le 25 mai 2018, les Irlandais-es ont voté à une grande majorité en faveur de la révision du 8ème amendement de la constitution irlandaise qui interdisait l'avortement. Cette victoire est le fruit de décennies de mobilisation de la part des féministes et de l'ensemble des progressistes irlandais-es, réunie.s autour de la campagne « Together for Yes ». Celle-ci démontre que la mobilisation citoyenne pour la protection des droits des femmes peut réussir !

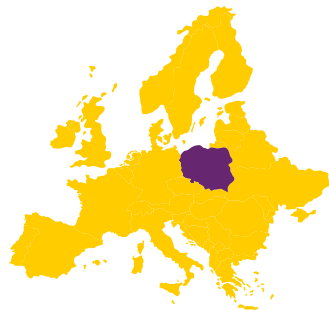
Le droit à l'avortement que l'on croyait acquis tend à s'effriter. Alors que plusieurs gouvernements conservateurs tentent de **restreindre toujours plus les droits des femmes**, en particulier l'accès à l'avortement, l'Union européenne doit les garantir avec fermeté. Il est temps de garantir définitivement aux femmes le droit de disposer comme bon leur semble de leurs corps.

En décembre 2017, le Conseil de l'Europe **alertait sur les restrictions rétrogrades** mettant en danger "la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes" dans plusieurs États européens : le droit des femmes à avorter est un combat de tous les jours pour nombre de citoyen.ne.s européen.ne.s. Là où ce droit existe, il n'est pas toujours pleinement accessible.

En France, nous devons lutter contre la fermeture de centres IVG et contre la double clause de conscience qui permet à quelques médecins de refuser de pratiquer un avortement. Ailleurs en Europe, une majorité du corps médical refuse de pratiquer l'avortement et l'État ne permet pas l'accès des femmes à des services de qualité : en Italie 7 professionnels de santé sur 10 refusent de pratiquer des IVG, en Pologne il faut une prescription médicale pour accéder à une contraception d'urgence à Malte, l'avortement est toujours interdit.

Non, l'avortement clandestin n'est malheureusement pas un cauchemar du passé : c'est encore une lutte au sein de l'Union européenne et nous devons agir collectivement pour la gagner. Les États européens ont le devoir de respecter et protéger les droits sexuels et reproductifs : une Union européenne féministe, c'est une Union qui garantit ce droit fondamental.

POLOGNE LES DROITS DES FEMMES MENACÉS



Légal et gratuit dans les hôpitaux publics polonais pendant la période soviétique, l'avortement a été pénalisé en 1992, après une intense campagne anti-choix. Aujourd'hui, Il n'est possible d'avorter qu'en cas de viol, de danger pour la vie de la femme ou en cas de malformation du fœtus, mais il est très difficile de prouver l'un de ces motifs et de nombreux médecins refusent de s'y engager.

Une loi a récemment réintroduit l'obligation d'obtenir une prescription médicale pour accéder à un moyen de contraception d'urgence et un autre texte en discussion veut limiter toujours plus le droit à l'IVG, déjà très restreint, en l'interdisant en cas de malformation du fœtus.

De nombreux.ses Polonais.e.s se mobilisent contre ces tentatives régulières de restreindre les quelques droits qui perdurent en la matière.

POUR GARANTIR LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS, NOUS PROPOSONS DE :

- **Protéger le droit à l'avortement** en l'inscrivant dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union.
- **Garantir l'accès à la contraception et à l'avortement pour toutes.** Un fond d'accompagnement sera créé pour assurer l'égal accès sur l'ensemble du territoire européen.
- **Mettre en place une éducation à la sexualité,** mesure essentielle pour l'égalité.
- **Renforcer l'aide au développement dédiée à la santé et aux droits sexuels et reproductifs :** face au retrait des aides des Etats-Unis¹, l'Union européenne doit fortement renforcer son appui financier et promouvoir le droit à l'avortement dans chacune de ses opérations d'aide internationale.
- **Interdire les opérations chirurgicales non-nécessaires** sur les enfants intersexes.
- **Assurer le même droit à toutes les femmes en matière de procréation médicalement assistée (PMA) :** femmes en couples hétérosexuels, femmes célibataires et couples de lesbiennes. C'est à la fois une question de santé publique et d'égalité sociale.

¹Depuis la réinstallation par le président Trump de la Global Gag Rule, stoppant leurs financements aux associations engagées dans l'accès à l'avortement, la plupart d'entre elles ont fortement réduit leurs actions en la matière, et les conséquences sont désastreuses alors que des dizaines de milliers de femmes meurent chaque année après un avortement pratiqué clandestinement et dans de mauvaises conditions.

ÉRADIQUONS LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

Les violences sexistes et sexuelles sont une réalité quotidienne pour l'immense majorité des femmes en Europe. Elles sont **attisées par les discours conservateurs** qui affectent durement certains pays de l'Union et le **sentiment d'impunité** qu'ils engendrent. Ces violences n'ont pas leur place en Europe.

Selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, plus d'une Européenne sur 3 a subi au moins une forme de violence physique et/ou sexuelle depuis l'âge de 15 ans et une sur 20 a été violée.

La majorité des femmes occupant un emploi professionnel ou un poste de direction ont été victimes de harcèlement sexuel. Par peur, par honte, ou parce qu'elles ne sont pas convaincues que la police sera efficace pour les aider, seulement 30% des incidents majeurs de violence sexiste sont signalés par des femmes.

C'est pourquoi la Convention d'Istanbul est cruciale : ce traité est le seul à reconnaître que la violence contre les femmes est une atteinte aux droits humains. Il aborde toutes les formes de violence à l'égard des femmes et définit les mesures nécessaires pour les protéger dans toute l'Europe. Il diffère des autres traités internationaux car il met en œuvre des politiques globales et coordonnées entre les organismes nationaux et gouvernementaux, en adoptant une approche transfrontalière.

**UNE
FEMME
SUR 2**

Selon la dernière étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne publiée en 2015, au sein de l'Union :

**A ÉTÉ
CONFRONTÉE
AU MOINS UNE FOIS
À DU HARCÈLEMENT
SEXUEL**

Sources :
Violence against women
an UE-wide survey (2015)

UNE FEMME SUR 3

Selon la dernière étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne publiée en 2015, au sein de l'Union :

**A ÉTÉ
CONFRONTÉE À
UNE VIOLENCE
PHYSIQUE OU
SEXUELLE**

UNE FEMME SUR 5

**A ÉTÉ
CONFRONTÉE À
DU HARCÈLEMENT**

Sources :
*Violence against women
an UE-wide survey (2015)*

POUR EN FINIR AVEC LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES, NOUS PROPOSONS DE :

- **Ratifier, pour l'ensemble des États-membres, la Convention d'Istanbul** sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, et en assurer la mise en œuvre effective. Pour les États l'ayant ratifiée, veiller à ce que des mesures juridiques, financières et incitatives soient prises pour remplir leurs obligations.
- **Créer des programmes européens d'éducation**, communs et ambitieux. Les jeunes femmes doivent connaître leurs droits et savoir comment les faire respecter. Les jeunes hommes doivent être éduqués à la lutte contre le harcèlement et les comportements sexistes, qu'ils soient dans la vie réelle ou en ligne.
- **Former les forces de l'ordre européennes** à l'accueil des personnes ayant fait l'objet de violences sexistes ou sexuelles.
- Renforcer la coopération européenne en matière de **lutte contre la traite des femmes** pour éradiquer les réseaux européens.
- **Promouvoir une Europe solidaire des femmes** partout dans le monde en intégrant la dimensions des violences sexistes et sexuelles dans les programmes d'aide extérieure. Les droits des femmes sont en effet fragilisés en situation de crise, et le changement climatique accentue cette menace.
- **Lutter contre la violence fondée sur le genre** en promouvant l'éducation sur le genre et le fait qu'il s'agisse d'une construction sociale qui renforce les stéréotypes et peut conduire à des comportements violents à l'égard des femmes.

CONCLUSION

Où est passée l'Europe progressiste et des droits ? Les années 1970 à 1990 ont permis de faire reconnaître sur le continent des droits que les femmes revendiquaient depuis longtemps. Les revendications portées ces dernières années démontrent que beaucoup reste à faire : lutter contre les violences, garantir l'égalité des carrières et la sécurité dans l'espace public, mettre un terme aux préjugés sexistes et de genre, etc Face aux États réactionnaires qui répriment les droits des femmes et une société qui reste de façon générale conservatrice sur la place qu'elle leur accorde, l'Union peut porter de nouvelles avancées en faveur de l'égalité pour toutes et tous. **L'Europe doit être la solution.**

Contre les violences et les conservatismes quels qu'ils soient, les écologistes mèneront le combat tant que l'égalité réelle ne sera pas assurée. Construire **un monde pour toutes et tous, où chacun.e a sa place** et peut poursuivre ses aspirations quel que soit son sexe, son genre ou son orientation sexuelle, c'est aussi le rôle de l'Europe.

**Ce chantier est immense.
Tout commence avec vous.**



LISTE EUROPE ÉCOLOGIE MENÉE PAR YANNICK JADOT